



LE 21 SEPTEMBRE ON CONTINUE

N'en déplaise à certains commentateurs, la journée du 12 septembre a été un véritable succès avec près de 500 000 participants aux 200 cortèges organisés dans tout le pays.

Les ordonnances Macron remettant en cause le code du travail ont été au cœur de cette protestation. Dans le prolongement de la loi El Khomri, ce projet vise à retirer des droits aux salariés et à accorder plus de pouvoir aux employeurs. Parmi d'autres mesures, si elle était mise en œuvre cette réforme amplifierait le dumping social entre les entreprises, faciliterait les licenciements et ferait disparaître de fait le CHSCT, créé en 1982 par les lois Auroux.

Au-delà de cette casse du code du travail, emblématique du projet gouvernemental, de nombreux agents publics ont aussi participé à ces rassemblements pour prévenir les mauvais coups annoncés pour la Fonction publique : diminution des budgets, suppression de dizaines de milliers d'emplois, gel des salaires, instauration d'un jour de carence en cas de maladie, ...

Dans l'agenda politique, la fin du mois de septembre va constituer une étape importante avec le passage en conseil des ministres le 22 des ordonnances et le 27 du projet de loi de finances pour 2018. Contrairement à ce qu'il affirme, le Président de la République n'a pas le mandat des électeurs pour appliquer les reculs sociaux qui sont annoncés et qui constitueraient un véritable changement de société.

ENSEMBLE le 21 Septembre par la grève et les manifestations, mobilisons-nous pour :

- **LE PROGRÈS SOCIAL**
- **LES GARANTIES COLLECTIVES**
- **LA FONCTION PUBLIQUE**